Migration et droit dans l'Empire Romain

Catégories, contrôles et intégration

Claudia Moatti

1 Introduction

A considérer les travaux sur la mobilité antique, deux idées semblent susciter un certain consensus: celle de la fluidité des échanges et celle de la faiblesse administrative de l'Etat romain, ou de son indifférence au mouvement des hommes.¹ Le programme *La mobilité des personnes en Méditerranée de l'Antiquité à l'époque moderne*, organisé entre 2002 et 2009, visait au contraire à réintégrer le politique et le droit, en étudiant les modes de régulation de la circulation humaine et leurs logiques.² Il ne s'agissait pas de proposer une vision policière du contrôle, mais d'évaluer le rôle des autorités dans le processus de migration; de comprendre également, de manière plus réflexive, par l'étude des normes et de l'interprétation juridique, la place que les sociétés antiques et modernes reconnaissaient à la mobilité, et les représentations qu'elles en concevaient. C'est dans la continuité de ce travail que je me propose

- 1 Voir par exemple J. Gagé, *Les classes sociales dans l'Empire romain* (Paris 1964); M. Reinhold, 'Usurpation of status and status symbols in the Roman Empire', *Historia* (1971), 276; ou encore S. Mitchell, 'Requisitioned transport in the Roman Empire. A new inscription from Pisidia', *Journal of Roman Studies* 66 (1976), 196. L'idée d'une fragmentation entre les micro-régions de la Méditerranée, qui serait compensée par une connectivité favorisée par le mer, renforce cette perception que nous pourrions dire libérale de l'espace méditerranéen. Ce modèle, abondamment repris par l'historiographie récente, a été promu notamment par N. Purcell et P. Horden, *The Corrupting Sea* (Londres 2000); sur la faiblesse de l'Etat, voir récemment T.T. Terpstra, *Trading Communities in the Roman World: A Micro-economic and Institutional Perspective* (Leiden 2013); P.F. Bang, *The Roman Bazaar. A Comparative Study of Trade and Markets in a Tributary Empire* (New York et Cambridge 2008).
- 2 C. Moatti, éd., *La mobilité des personnes en Méditerranée, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et documents d'identification*. Coll. de l'Ecole française de Rome 341 (Rome 2004); C. Moatti et W. Kaiser, éd., *Gens de passage dans les villes méditerranéennes, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et d'identification* (Paris 2007); C. Moatti, W. Kaiser et Chr. Pébarthe, éd., *Le monde de l'itinérance en Méditerranée, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et d'identification* (Bordeaux 2009).

de présenter ces quelques réflexions. Comment le droit romain a-t-il saisi la mobilité, avec quelles catégories? Peut-on parler de politiques migratoires ou de politiques d'accueil dans l'empire? Peut-on enfin mesurer l'impact de la production normative sur la mobilité et celle de la mobilité sur l'empire?

2 Les catégories juridiques

L'un des apports les plus intéressants des travaux d'histoire contemporaine ou de sciences sociales a consisté à étudier la migration non plus comme un moment exceptionnel et déracinant, qui coupe en deux la vie du migrant mais comme un 'processus social' qui englobe aussi bien le départ et l'arrivée que les étapes ou encore les retours, et qui concerne toutes sortes de déplacements de plus ou moins grande distance:³ la notion de migration a donc subi une extension, pour être englobée dans celle, plus large, de mobilité. De la même façon, le concept de diaspora a perdu sa dimension répressive et victimaire, pour désigner tout mouvement de longue durée durant lequel les personnes en mobilité gardent un lien mémoriel ou réel avec leur lieu d'origine.⁴ On parlera ainsi, suivant le modèle de Abner Cohen, de la diaspora des marchands, de celle des administrateurs ou des soldats.⁵

3 D. Hoerder, *Cultures in Contact. World Migrations in the Second Millenium* (Durham 2001), 10 ff.

4 W. Safran, 'Diasporas in modern societies: Myth of homeland and return', *Diasporas* 1 (1991), 83-99; idem, 'Comparing diasporas: A review essay', *Diasporas* 8 (1999), 255-291; I. Lilley, 'Diaspora and identity in archaeology. Moving beyond the Black Atlantic', dans L. Meskell et R.W. Preucel, eds., *A Companion to Social Archaeology* (Oxford 2006), 287-312. Sur ces déplacements conceptuels, voir aussi C. Moatti, 'Mobilités et circulations: approches historiographique et conceptuelle', dans L. Capdetrey et J. Zurbach, eds., *Mobilités grecques: migrations, réseaux, contacts en Méditerranée de l'époque archaïque à l'époque hellénistique* (Bordeaux 2012), 53-66.

5 A. Cohen, 'Cultural strategies in the organisation of trading diasporas', in C. Meillassoux, éd., *L'évolution du commerce en Afrique de l'Ouest* (Paris 1971), 266-281. Abner Cohen définit une trade diaspora comme "a nation of socially interdependant, but spatially dispersed community." Il distingue ainsi la 'diaspora' et l'organisation des migrants sur le lieu d'accueil: on voit bien ainsi que toute minorité ne forme pas une diaspora. Philippe Curtin, spécialiste du commerce des esclaves dans l'espace atlantique, a repris cette notion pour désigner ces communautés de marchands qui, bien que dispersés spatialement, forment une nation distincte à la fois de la société d'origine et des sociétés d'accueil où ils sont installés et où ils jouent le rôle de 'médiateurs culturels' ("cross cultural brokers"); voir P.D. Curtin, *Cross-cultural Trade in World History* (Cambridge 1984).

Le *Digeste* confirme ce large spectre de la mobilité: il donne l'image d'une société en mouvement à de multiples échelles sans que jamais soit conceptualisée la notion de migration. Le droit saisit des situations concrètes de mobilité, la réalité des migrants: l'individu qui fait une stipulation à Rome pour donner quelque chose à Gadès (*D.* 45.1.137.2); l'affranchi qui doit suivre son patron dans sa *peregrinatio* pour accomplir ses jours de corvées (*D.* 38.1.21), la femme qui vient d'Afrique pour un procès à Rome (*D.* 33.7.27.1), l'homme qui s'établit dans le pays de sa femme (*D.* 31.34.3), les esclaves qui commercent au loin pour le compte de leur maître (*D.* 40.9.10); et tous les citoyens qui changent de domicile, ou encore les captifs, les déserteurs, les fugitifs, etc. Les migrants du *Digeste* peuvent être des pérégrins ou des esclaves, mais ce sont surtout des citoyens romains, hommes et femmes, qui se déplacent librement ou sous la contrainte, publiquement ou clandestinement, temporairement ou de manière prolongée. Si, à l'origine, la mobilité concernait principalement l'entrée et la sortie de la cité, elle devient sous l'empire une part importante de la vie sociale, et le droit l'encadre ou en règle les effets. C'est cette mobilité interne qui nous intéressera ici,⁶ à commencer par les nombreuses manières de la désigner, pour dire soit le statut de ceux qui se déplacent (*incola*, *absens*, *hospes*, *inquilinus*, *fugitivus*, etc.) soit le mouvement lui-même, temporaire (la *peregrinatio*) ou durable (la *mutatio soli*).

Le mouvement des hommes, que traduit le mot *peregrinatio*, fait rarement l'objet d'une interprétation jurisprudentielle. C'est d'abord son effet sur le lieu de départ, c'est-à-dire l'absence, qui suscite l'attention. Définie à l'origine comme le simple fait de ne pas se présenter dans la juridiction où l'on est convoqué (pour raison de maladie par exemple), l'absence finit en effet par désigner aussi, dès la fin de la République, l'éloignement géographique pour affaires, pour études ou encore pour mission publique (*absentia rei publicae causa*), et l'abondante interprétation juridique qui lui est consacrée sur des domaines autres que juridictionnels (le mariage des enfants, la gestion des *munera*, la fonction de juge, etc.),⁷ révèle les nouveaux problèmes que posent, en raison du développement du territoire impérial, l'administration des territoires conquis, le service de l'empereur ou encore le développement

6 Je laisse donc de côté la question de l'installation des populations allogènes à l'empire, bien analysée par Y. Modéran, 'L'établissement des barbares sur le territoire romain à l'époque impériale', in C. Moatti, éd., *La mobilité des personnes en Méditerranée, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et documents d'identification*. Coll. de l'Ecole française de Rome 341 (Rome 2004), 337-397. Voir aussi A. Barbero, *Barbari. Immigrati, profughi, deportati nell'Impero romano* (Rome et Bari 2006).

7 L. Fanizza, *L'assenza dell'accusato nei processi di età imperiale* (Rome 1992).

du commerce de longue distance. Dès le deuxième siècle avant notre ère, différentes mesures avaient été prises pour remédier à la dispersion des familles: la *lex Atilia de tutela danda* qui réglait, en l'absence (ou la mort supposée) d'un père, l'attribution d'un tuteur à un mineur;⁸ ou la *lex Hostilia de furtis* qui autorisa la représentation d'un captif qui était l'objet d'une *actio furti*⁹ – première étape dans la reconnaissance de la personnalité juridique du captif ou de l'absent *rei publicae causa*. Sous l'Empire, la protection de l'absent se trouve renforcée: les sources insistent sur la nécessité du *procurator*,¹⁰ dont Cicéron disait, dans le *pro Caecina*, qu'il est c'est celui qui, "administrant tous les biens d'un citoyen qui n'est pas en Italie ou est absent pour le service de la république, est en quelque sorte le maître de ses biens et le représentant de tous les droits d'un autre"¹¹; et l'édit du préteur consolide la couverture juridique des actes accomplis en vue de la défense d'un absent¹² ou pour la gestion de ses biens par autrui (l'édit *de negotiis gestis*),¹³ couverture qui valait aussi bien pour le procurateur que pour l'absent. Gaius donnait la raison de ces mesures prétoriennes en insistant sur les risques et les incertitudes de l'absence:¹⁴

- 8 La loi stipulait que, si l'enfant résidait à Rome ou en Italie, le préteur et une majorité de tribuns de la plèbe devaient lui donner un tuteur; plus tard, les lois Iulia et Titia, d'époque augustéenne, confèrent cette charge au gouverneur de province pour les enfants résidant en province. Cf. Gai. *Instit.* 1.185-186; et 187: *Ab hostibus quoque tutore capto ex his legibus tutor peti debet; qui desinit tutor esse, si is, qui captus est, in civitatem reversus fuerit: Nam reversus recipit tutelam iure postliminii*, "Si le tuteur est prisonnier de guerre, ces lois obligent aussi d'en réclamer un autre, lequel cesse ses fonctions au retour du premier dans la cité; car celui qui est rentré reprend la tutelle en vertu du *ius postliminii*"; *FIRA* 3. 25; *lex Urso*. 109 (*Roman Statutes*, ed. M. Crawford, London, 2000, n. 25) et *lex Salp.* 29 (*CIL* 2. 1963; *FIRA* 1. p. 202). Voir M. Kaser, *Das römische Privatrecht* (Münich 1955), 302-303; aussi J.A. Crook, *Law and Life of Rome, 90 BC-AD 212* (Ithaca et New York 1987, 2nd ed.), 114.
- 9 Just. *Instit.* 4.10.pr. D'autres lois ont suivi: voir H.J. Wolff, 'The *lex Cornelia de captivis* and the Roman law of succession', *Tijdschrift voor Rechtsgeschiedenis / Revue d'Histoire du Droit / The Legal History Review* 17.2 (1936), 136-183.
- 10 L'absence devient une institution, tout comme le *procurator* avec un mandat précis: cf. F. Serrao, *Il procurator* (Milan 1947), 3 ff.; O. Paperi, 'Considerazioni sull'origine del *procurator ad litem*', *Labeo* 48 (2002), 1, 37-71.
- 11 Cic. *Caec.* 20.57: *is qui legitime procurator dicitur omnium rerum eius qui in Italia non sit absitve rei publicae causa quasi quidam paene dominus, hoc est alieni iuris vicarius*.
- 12 Une évolution dont témoigne aussi la *lex Irnitana LXXXIV* (J. González Fernández, *CILA*, II, 4, n. 1201).
- 13 D. 3.5.3 pr. (Ulp.10 *ad ed.*).
- 14 D. 44.7.5 pr. (Gaius, 3 *aureorum*).

id ita receptum est, quia plerumque homines eo animo peregre profiscuntur quasi statim redituri nec ob id ulli curam negotiorum suorum mandant, deinde novis causis intervenientibus ex necessitate diutius absunt : quorum negotia desperire iniquum erat, quae sane desperirent, si vel is qui obtulisset se negotiis gerundis nullam habiturus esset actionem de eo quod utiliter de suo impendisset vel is, cuius gesta essent, adversus eum qui invasisset negotia eius, nullo iure agere posset.

la plupart du temps des hommes partent en voyage dans l'idée de revenir aussitôt et pour cette raison ils ne prennent pas soin de confier leurs affaires à quelqu'un; mais ensuite, pour des raisons de nécessité extérieure ils sont absents plus longtemps: et il serait contraire à l'équité que leurs affaires dépérissent et elles dépériraient sans doute si celui qui s'offre pour gérer les affaires ne pouvait disposer d'aucune action au sujet de ce qu'il a dépensé sur ses deniers et si celui dont les affaires ont été gérées ne pouvait avoir aucun recours contre celui qui s'est emparé de ses affaires.

Un premier paradoxe apparaît cependant: tout en prenant en compte la mobilité croissante, le système judiciaire romain est longtemps resté fondé sur la disponibilité physique du citoyen, seule garante de sa bonne foi. Et si la protection de l'absent s'accrut, les conditions d'une juste absence furent de plus en plus contrôlées, comme si derrière l'absence on traquait toujours la fraude.¹⁵

De la *peregrinatio* aussi relevaient certaines catégories définies par rapport au lieu d'accueil: *consistentes*, par exemple, désignait les gens qui séjournaient dans un endroit qui n'était ni leur *origo* ni leur domicile officiel,¹⁶ *qui commorantur* s'appliquait dans le même esprit aux étudiants, artisans,¹⁷ athlètes ou acteurs qui vivaient loin de leur patrie,¹⁸ et *qui negotiantur* à "ceux qui ont

15 Sur ce point, voir C. Moatti, 'Le traitement de l'absence dans le droit romain', in C. Moatti, W. Kaiser et Chr. Pébarthe, eds., *Le monde de l'itinérance en Méditerranée, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et d'identification* (Bordeaux 2009), 321-353.

16 Par exemple *D.* 50.1. 17. 6 (Papinien 1 *responsorum*); et *CIL* 3. 5212: *T. Varrio Clementi Procuratori provinciarum . . . cives Romani [ex] Italia et aliis provinciis in Raetia consistentes*.

17 *C.* 10.66. 1 (2 août 337): *artifices artium (...) per singulas civitates morantes* (= *C.Th.* 13.4.2).

18 Sur le statut des acteurs et mimes, cf. B. Shaw, 'Rebels and outsiders', in A.K. Bowman, P. Garnsey and D. Rathbone, eds., *The Cambridge Ancient History XI* (Cambridge 2000), 361-403: 390 ff. L'expression *qui commorantur* se retrouve sous l'Antiquité tardive, par exemple, dans la constitution de Dioclétien et Maximien (*C.* 10.40 (39) 3: *qui in territorio alicuius civitatis commorantur* [...]) ou la constitution de Justinien (*Nov.* 80, 9) où l'empereur s'inquiète du passage de gens, trop nombreux, qui n'ont rien à faire à Constantinople:

une boutique, des entrepôts, des tavernes, des affaires” dans une cité qui n’est pas la leur.¹⁹ Ce qui unifiait ces catégories, attestées par l’épigraphie comme par la littérature juridique, c’était la résidence de fait. Telle était la situation des Romains qui à l’époque républicaine vivaient hors d’Italie, et formaient des *conventus*: ils n’avaient, aux yeux des autorités, qu’un domicile de passage dans les régions dites ‘transmarines’, ou ‘au-delà de l’Italie’; en revanche, le pouvoir central s’y intéressait et les identifiait de loin à travers ces formules stéréotypées par lesquelles ils s’auto-identifiaient.²⁰

D’autres termes traduisent enfin le simple mouvement: *hospes*, par exemple, qui dans les inscriptions désigne le plus souvent l’hôte public, c’est-à-dire l’étranger de passage, prend, dans le *Digeste*, dans les sources littéraires d’époque impériale²¹ et dans certaines sources épigraphiques,²² le sens de citoyen de passage. “[U]n hôte n’ ‘habite’ pas [quelque part], mais y est seulement accueilli [...]. Il y a autant de différence en effet entre un habitant et un hôte qu’entre celui qui a son domicile quelque part et celui qui voyage.”²³ Le mot a donc subi sous l’empire un déplacement, en étant appliqué à des situations internes au droit romain et en perdant sa valeur statutaire. Il est parfois simplement l’équivalent de *viator*.

Comme *hospes*, *peregrinus* a changé de sens au cours des siècles. Après l’édit de Caracalla, il ne désigne plus un statut juridique, mais le citoyen qui se

qui hic vane commorantur... Pour cette période, voir les remarques de M.P. Baccari, *Cittadini, popoli e comunione nella legislazione dei secoli IV-VI* (Torino 1996), 111 ff.

- 19 D. 5.1.19.2 (Ulp. 60 edict.): *at si quo constitit, non dico iure domicilii sed tabernulam perulam horreum armarium officinam conduxit ibique distraxit egit, defendere se eo loci debbit*. Voir aussi: D. 50.1.17.11 (Papin.1 respons.).
- 20 Voir par exemple W. Van Andringa, ‘Cités et communautés d’expatriés installées dans le monde romain: le cas de *cives Romani consistentes*’, in N. Belayche et S. Mimouni, éd., *Les communautés religieuses dans le monde gréco-romain: essais de définition* (Turnhout 2003), 50-65.
- 21 Voir Petr. Sat. 95 bis; Mart. 3.5; Apul. Met. 1.17. Voir aussi les remarques de T. Kleberg, *Hôtels, restaurants et cabarets dans l’antiquité romaine* (Almqvist 1957), 11-14.
- 22 Cf. par exemple CIL 6. 2357.
- 23 D. 9.3.1.9 (Ulp.lib. 23 ad ed.). S’interrogeant sur le sens de *habitare* dans l’édit du préteur relatif à la responsabilité civile de ceux qui “habitent” un édifice (*Habitare autem dicimus vel in suo vel in conducto vel in gratuito*, “On emploie le terme *habitare* pour désigner le fait d’habiter dans sa propre maison, dans un logement de location ou dans un logement gratuit”), Ulpien poursuit donc: *Hospes plane non tenebitur quia non ibi habitat sed tantisper hospitatus* [...] *Multum interest inter habitatorem et hospitem, quantum interest inter domicilium habentem et peregrinantem*. Isidore de Séville de même distingue, par la durée du séjour, les catégories d’*advena-incola* et d’*inquilinus* (Orig. 9.4.37).

trouve à Rome sans y être né (par opposition aux *indigenae*)²⁴ ou sans y avoir son domicile légal: les *peregrini* sont, par exemple, les travailleurs saisonniers, que le préfet de la Ville Symmaque expulse lors de la disette de 384.²⁵ Le mot désigne aussi celui qui se trouve dans une province où il ne réside pas habituellement.²⁶ *Peregrinus* devient donc à la fin du troisième siècle le mot latin le plus exact pour désigner le 'citoyen de passage'.

La deuxième forme de mobilité, la *mutatio soli*, fut d'abord une catégorie *externe* du droit romain: déplacer toutes ses affaires dans une autre cité entraînait un changement de citoyenneté, une *mutatio civitatis*. C'était le cas des nouveaux citoyens qui venaient résider à Rome pour exercer leurs droits ou des exilés qui, accueillis dans une autre cité, perdaient la citoyenneté romaine. Cette situation commença à changer à la fin du deuxième siècle. La loi judiciaire épigraphique d'époque gracquienne à la fois permit l'attribution de la citoyenneté romaine sans exiger de changement de résidence,²⁷ et valorisa le domicile romain.²⁸ La *mutatio soli* devint donc une catégorie *interne* du droit pour désigner le changement de domicile du citoyen romain et non plus seulement celui de citoyenneté.

Après la guerre sociale, ce déplacement se confirme avec l'émergence de la notion d'*origo*, qui désigne la cité à travers laquelle un Italien a reçu la citoyenneté romaine (ce qui conduit à la dissociation entre citoyenneté, appartenance

24 Voir par exemple *C.Th.* 6. 37.1 (364).

25 Voir Ambros. *Off.* 3.7. 44-52. Sur la crise de 383, voir L. Cracco Ruggini, 'Fame laborasse Italiam: una nuova testimonianza sulla carestia del 383 d.C.', *Athenaeum*, fasc. spec. *In onore di P. Fraccaro* (1976), 83-98.

26 *C.Th.* 8.1.9, AD 365. Sur l'évolution du terme, voir Baccari 1996, op. cit. (n. 18), 117 ff.

27 *Lex repetundarum*, ll.76-78 (M.H. Crawford, *Roman Statutes I* (London 1996) no. 1): en cas de succès dans un procès de *repetundis*, l'accusateur non-citoyen pouvait recevoir s'il le souhaitait le statut de citoyen romain, sans avoir à quitter sa cité mais l'absence de résidence romaine l'empêchait d'accéder à certaines charges; les deux clauses sont donc liées (voir la note suivante). Dans le même texte, la possibilité particulière faite aux Latins n'ayant pas revêtu de magistratures d'obtenir, à la place de la citoyenneté, les seules *provocatio* et immunité militaire (*vacatio militum*) laisse penser que dès cette époque les Latins ayant exercé une magistrature pouvaient accéder à la citoyenneté. Selon Tibiletti, ce privilège fut accordé en 124 aux lendemains de la révolte de Frégelles: G. Tibiletti, 'La politica delle colonie e città latine nella guerra sociale', *Rendiconti. Istituto Lombardo, Accademia di Scienze e Lettere* 86 (1953), 54-58; voir aussi la discussion dans D. Kremer, *Ius Latinum. Le concept de droit latin sous la République et l'Empire* (Paris 2006), 114ff.

28 Ibidem, ligne 13: sont exclus de la fonction de juges, notamment, ceux qui n'ont pas de domicile romain: *queiue in urbem Romam propiusue u[rbem Romam p(assus) m(ille) domicilium non habeat*. ...

locale et domicile);²⁹ avec l'accès à la citoyenneté romaine par la gestion de magistratures locales, qui transforme définitivement les cités latines en 'communautés mixtes',³⁰ et, à la fin du siècle, avec le cumul possible des citoyennetés en dehors de l'Italie;³¹ enfin avec la reconnaissance d'un domicile légal hors d'Italie, sans doute à la faveur de la colonisation en dehors de l'Italie.

Toutes ces questions ne firent pas l'objet d'une politique systématique et cohérente, mais plutôt de mesures ponctuelles ou d'une interprétation juridique qui tentait de s'adapter aux nouvelles réalités du monde romain. Un *responsum* d'Alfenus Varus, juriste de la fin de la République, montre bien les tâtonnements de la doctrine. Discutant une clause de la *lex censoria portus* de Sicile, selon laquelle ceux qui transportent des biens pour leur usage dans leur *domus* ne paient pas de taxes, il se demandait ce qu'on devait entendre par *domus*, le domicile légal:³²

Igitur quaeri soleret, utrum, ubi quisque habitaret sive in provincia sive in Italia, an dumtaxat in sua cuiusque patria domus esse recte diceretur. Sed de ea re constitutum esse eam domum unicuique nostrum debere existimari, ubi quisque sedes et tabulas haberet suarumque rerum constitutionem fecisset.

Ainsi la question se pose de savoir s'il est légitime de parler de *domus* pour définir un lieu où un homme habite, que ce soit en Italie ou en province, ou si c'est seulement là où se trouve sa patrie. Dans cette affaire, il fut décidé que l'on doit considérer comme notre *domus* le lieu où chacun a sa résidence, garde ses comptes privés et tient ses affaires.

29 Y. Thomas, *Origine et commune patrie: étude de droit public romain* (89 av. J-C-212 ap.J-C), Coll. école française de Rome 221 (Rome 1996); sur le domicile, voir O. Licandro, *Domicilium habere. Persona e territorio nella disciplina del domicilio romano* (Turin 2004); C. Moatti, 'Mobility and identity between the second and the fourth centuries: the 'cosmopolitization' of the identities in the Roman Empire', in C. Rapp and H.A. Drake, eds., *The City in the Classical and post-Classical World. Changing Contexts of Power and Identity* (Cambridge 2014), 130-152.

30 Selon l'heureuse expression de Kremer 2006, op. cit. (n. 27), 116.

31 Tel est le cas pour le navarque Séleukos de Rhosos en 36 av. J.C., gratifié par Octavien de la citoyenneté, dans des conditions qui lui permettent toutefois d'être recensé *in absentia*, de choisir sa juridiction, de recevoir magistratures et distinctions locales et de garder dans sa cité tous ses biens. Voir les travaux récents de A. Raggi, 'The epigraphic dossier of Seleucus of Rhosos: a revised edition', *Zeitschrift für Papyrologie und Epigraphik* 147 (2004), 123-138 = *SEG* 54, 1625.

32 D. 50.16.203 (Alfenus 7 Dig).

Pour Alfenus, le droit devait donc tenir compte de la situation concrète du citoyen, de l'endroit où ce dernier habitait effectivement, que ce fût en Italie ou au-delà. Mais d'autres interprétations pouvaient valoir, conformément à la tradition qui ne reconnaissait de domicile légal qu'en Italie, dans la cité d'origine.

Bien d'autres questions relatives au domicile suscitèrent d'importantes controverses entre les juristes: par exemple était-il possible d'avoir plusieurs domiciles ou bien d'être sans domicile? La discussion continua sous l'Empire au moins jusqu'au troisième siècle.³³ Paul discute ainsi la réponse du juriste augustin Labéon:³⁴

Labeo indicat eum, qui pluribus locis ex aequo negotietur, nusquam domicilium habere: quosdam autem dicere refert pluribus locis eum incolam esse, aut domicilium habere: quod verius est.

Labéon tient que celui qui fait des affaires dans différents endroits de manière équivalente n'a de domicile nulle part; il rapporte toutefois que selon certains cette personne est un *incola* ou a un domicile dans plusieurs endroits; et c'est plus près de la vérité.

Labéon fait donc la distinction entre le domicile légal et le lieu où on fait des affaires, ce qui aide à distinguer la mobilité temporaire et le changement de résidence; et surtout, pour lui, l'*origo* compte plus que le domicile.³⁵ Pour Paul et d'autres, au contraire, un citoyen pouvait avoir plusieurs domiciles, une situation qui était d'ailleurs reconnue en Italie à la fin de la République, comme le montre la *Tabula Heracleensis*.³⁶ Ces controverses montrent en tout cas que la question du domicile légal et donc le statut des *incolae*, ces citoyens

33 Moatti 2014, op. cit. (n. 29).

34 D. 50.1.5 (Paulus 45 Ed.).

35 Licandro 2004, op. cit. (n. 29), 204.

36 *Tab. Heracl.* lin. 157 (*FIRA* I², n. 13 = M. Crawford, *Roman Statutes*, I (Londres 1996), no. 24, 355-91): *Qui pluribus in municipiis colonis praefecturis domicilium habebit, et is Romae census erit, quo magis / in municipio colonia praefectura h(ac) l(ege) censeatur, eius h.l. n(ihilum) r(ogatur)*, "Qui a un domicile dans plus d'un *municipium*, colonie ou préfecture et aura été enregistré à Rome, il n'y a rien dans cette loi qui l'oblige à être enregistré dans un *municipe*, une colonie ou une préfecture conformément à cette loi." Ce document a été daté entre 78 et 45, mais on s'entend à dire qu'il s'agit d'un document d'époque césarienne. La *tabula* montre aussi que les résidents étrangers étaient enregistrés durant le *census* (voir C. Nicolet, 'La table d'Héraclée et les origines du cadastre romain', in C. Pietri, éd., *L'Urbs. Espace urbain et histoire (Ier siècle avant J.C.-IIIe siècle après J.C.)*. Coll. de l'Ecole française de Rome 341 (Rome 1987), 1-25.) On peut se demander toutefois si le cas de ceux

romains qui résidaient officiellement dans une autre cité que la leur, restaient à définir au début du premier siècle de notre ère.³⁷

Au cours de l'empire, deux figures deviennent donc paradigmatiques de la mobilité humaine et font l'objet d'une importante interprétation juridique: l'*incola* qui va permettre de penser toute forme de migration interne durable – ainsi la femme qui suit le domicile de son mari est désignée comme “semblable à un *incola*” –;³⁸ et l'*absens* qui permet de penser les effets de la mobilité temporaire. Deux catégories qui aident également, implicitement, à réfléchir sur des statuts incertains, par exemple celui des étudiants: alors qu'ils pouvaient résider à Rome très longtemps, pouvaient-ils revendiquer le domicile romain?³⁹ Ou celui des hommes d'affaires qui, nous venons de le voir, possédaient des biens dans différentes parties de l'empire. L'enjeu était double: le domicile et l'*origo* impliquaient des devoirs, les *munera*, auxquels certains voulaient échapper, ou au contraire des privilèges, dont certains, tels les étudiants à Rome, cherchaient à bénéficier.

Cette casuistique reflète une partie des problèmes que posaient la rupture de la 'communauté spatiale' et le cumul de multiples affiliations. Plus généralement, les juristes ont pris de plus en plus en compte la spatialité de l'empire, et son double impact, temporel (délais, retard, durée de l'absence) ou territorial (pensons aux indications relatives aux itinéraires officiels ou à la délimitation des pouvoirs):⁴⁰ ce sont autant d'indices du développement de la mobilité au cours des siècles.

qui ont de multiples domiciles ne concerne pas plus précisément les non-Italiens qui, tel Archias, avaient été enregistrés dans plusieurs cités.

37 Le mot *incola* définit deux catégories de personnes: les citoyens qui ont leur domicile légal dans une autre cité que la leur – l'équivalent des *métoikoi* grecs; et les habitants d'un lieu qui sont restés sur place après la fondation d'une colonie sans le statut de citoyen (l'équivalent des *paroikoi* du monde grec). Nous ne prenons en considération ici que la première catégorie. Sur cette question, voir L. Gagliardi, *Mobilità e integrazione delle persone nei centri cittadini romani. Aspetti giuridici. I. La classificazione degli incolae* (Milan 2006) 46ff., 110ff., 329ff.. Sur le vocabulaire grec, voir A.D. Rizakis, 'Incolae – paroikoi: population et communautés dépendantes dans les cités et les colonies romaines d'Orient', *Revue des Études Anciennes* 100 (1998), 599-617; F. Papazoglu, *Laoi et Paroikoi. Recherches sur la structure de la société hellénistique* (Belgrade 1997), 201ff., 231-2.

38 D. 50.1.38.3.

39 C. Moatti, 'Le contrôle des gens de passage à Rome aux trois premiers siècles de notre ère', in C. Moatti et W. Kaiser, éds., *Gens de passage dans les villes méditerranéennes, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et d'identification* (Paris 2007), 79-101: 85-86.

40 Moatti 2009, op. cit. (n. 15).

3 Moyens de contrôle et politiques migratoires?

Pour autant les autorités romaines ont-elles défini des politiques migratoires? La question semble anachronique mais il s'agit ici de rendre compte d'une production abondante de normes, qui relève de deux logiques, la protection et le contrôle.

Les anciens étaient conscients de la précarité du migrant: précarité sur les routes, bien sûr, mais aussi dans les lieux d'étapes (d'où les actions spéciales reconnues par les préteurs contre les aubergistes malveillants),⁴¹ ou dans les lieux d'arrivée, où le migrant pouvait voir ses biens et sa personne saisis, en temps de paix comme en temps de guerre. Les mesures de protection que l'on trouve en Grèce (l'*asyleia* notamment)⁴² existaient aussi à Rome et forment une sorte de 'droit négocié', même si elles n'ont jamais constitué un vrai corps de doctrine unifié.

De négociation il est question par exemple dans les traités qui encadrent les échanges économiques entre certains étrangers et les Romains, tels les traités romano-carthaginois,⁴³ mais aussi les multiples accords économiques entre Rome et les tribus germaniques, ou entre Rome et la Perse.⁴⁴ Ces conventions qui définissaient notamment les lieux de commerce légal permettaient d'assurer la sécurité des échanges, de rapporter des bénéfices douaniers tout en encadrant le passage de certaines marchandises. Fiscalité, sécurité et liberté de circuler y apparaissent étroitement liées. On peut faire aussi l'hypothèse que les négociations sur les privilèges commerciaux ont fixé spatialement des formes de réglementation qui avaient été longtemps personnelles: ainsi, la notion de *commercium*, qui définissait à l'origine un droit d'user du *ius civile* (pour les Latins par exemple) puis tout simplement le droit de vendre et d'acheter, a fini par désigner aussi un lieu de commerce légal entre Romains

41 Par exemple *D.* 4.9.1.pr.1 (*Ulp.* 14 *edict.*); *D.* 4.9.3.1 (*Ulp.* 13 *edict.*).

42 Voir par exemple B. Bravo, 'Sulan. Représailles et justice privée contre les étrangers dans les cités grecques', *Annali della Scuola Normale Superiore di Pisa* 10 (1980-1981), 675-987; A. Bresson, 'L'entrée dans les ports en Grèce ancienne', in C. Moatti et W. Kaiser, eds., *Gens de passage dans les villes méditerranéennes, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et d'identification* (Paris 2007), 37-78.

43 B. Scardigli, *I trattati romano-cartaginesi. Introduzione, traduzione, edizione critica, commentario* (Pise 1991); A. Bresson, 'Les traités romano-carthaginois', in C. Moatti, éd., *La mobilité des personnes en Méditerranée, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et documents d'identification*. Coll. de l'Ecole française de Rome 341 (Rome 2004), 649-676.

44 C. Moatti, 'Le contrôle de la mobilité des personnes dans l'empire romain', *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Antiquité* 112 (2000), 925-958; voir n. 45.

et étrangers à l'empire.⁴⁵ La régulation des migrations a ainsi contribué à la territorialisation de l'empire.

Parmi les conventions, il faut aussi faire une place aux accords d'amitié ou d'hospitalité publique qui sont en partie des accords d'*asyleia*. Selon le juriste Pomponius, un Romain pouvait être 'saisi' en temps de paix dans une cité qui n'avait pas d'accord d'amitié ou d'hospitalité avec Rome: à ce 'captif', assimilé à un prisonnier de guerre, il était juste que l'on reconnût le droit de retour, ou *ius postliminii*.⁴⁶ Inversement, confirmait le juriste Proculus, les peuples libres (les peuples clients de Rome par exemple) et ceux avec lesquels existe un traité "conservent leur liberté et leur droit de propriété chez nous, comme nous chez eux".⁴⁷ C'est en partie ce que garantissait le traité d'amitié entre Rome et le *koinon* des Lyciens en 46 avant notre ère, qui protégeait non seulement les Lyciens contre toute saisie illégale de corps et de biens (par exemple contre la violence des hommes d'affaires romains et des publicains qui s'emparaient des biens ou des personnes des débiteurs pour se dédommager directement), mais aussi contre toute saisie de gages dans un contexte judiciaire.⁴⁸

II. 32-34

Ἐάν τις τὸν ἐλεύθερον / ἀποκτείνῃ ἢ καὶ ἐκὼν ἀποδῶται ἢ κα<ί> τις δόλ<ω>
πονηρῶ τούτων τι ποιήσῃ, εἴ τε καὶ / πράγμα κεφαλικὸν ἐπιτελέσῃται τοῦτο
κεφαλικὸν ἔστω·

Si quelqu'un tue un homme libre, ou s'il le vend de propos délibéré, ou si quelqu'un commet une infraction similaire par ruse ou tromperie, et si un acte (passible de la peine) capital(e) est perpétré, tout cela sera (considéré comme passible d'un procès en peine) capital(e).

II. 43-45

Ῥύσιον λαβεῖν μὴ ἐξέστωι ἐὰν δέ τις λαβῇ ἐπιτεί/μιον ἔστω ἐκάστης ἡμέρας
ἕως ἂν ἀποδῶ τὸ ρύσιον σησπερτίους νόμους πεν/τακοσίους.

45 C. Moatti, 'La mobilité négociée dans l'Empire romain tardif: le cas des marchands étrangers', in *Le relazioni internazionali nell'alto medioevo*. Settimane di studio della Fondazione Centro italiano di studi sull'alto Medioevo, 58, Spoleto, 8-12 aprile 2010 (Spolète 2011), 159-188.

46 D. 49.15.5 (Pomponius 37 *ad Q. Mucium*).

47 D. 49.15.7 (Proculus 8 *epist.*): *illi apud nos et libertatem suam et dominium rerum suarum aeque atque apud se retineant et eadem nobis apud eos contingant*; D. 49.15.12, *pr.* (Tryphonianus 4 *disput.*).

48 Sur ce point, nous suivons l'interprétation de P. Sanchez, 'La convention judiciaire dans le traité conclu entre Rome et les Lyciens (P. Schøyen I 25)', *Chiron* 37 (2007), 363-381: 373-74.

Il est interdit de saisir des gages. Si quelqu'un en saisit, il payera une amende de 500 sesterces par jour jusqu'à ce qu'il rende les gages.⁴⁹

Ce traité réglait aussi l'accès aux tribunaux pour les ressortissants des deux communautés, selon la règle du *forum rei*: dans un procès capital intenté en Lycie, si l'accusé était un citoyen romain, il devait être jugé à Rome, un Lycien en Lycie; dans un procès civil ou pénal non capital, le citoyen romain accusé devait être jugé par le gouverneur romain voisin, le Lycien par un Lycien.⁵⁰ La politique romaine en matière de protection judiciaire des citoyens résidant chez des alliés ou en province n'a pas fait l'objet de normes générales et variait selon le statut des territoires concernés: dans les cités libres, par exemple, les Romains avaient l'obligation de passer par les tribunaux locaux pour les affaires civiles, comme le montrent les décrets de Colophon ou le sénatus-consulte d'époque syllanienne conservé dans une inscription augustéenne concernant Chios.⁵¹ Pour autant, cette politique et les privilèges judiciaires des Romains apparaissent de manière cohérente dans les chartes municipales de la partie

49 AE 2005, 1487 = SEG 55. 1452, ll.43-45; le traité a été publié par S. Mitchell, 'The treaty between Rome and Lycia (MS 2070)', in R. Pintauro, éd., *Papyri Graecae Schøyen I*, Papyrologica Florentina 35 (Firenze 2005), 163-250.

50 Pour le reste de la convention, Sanchez 2007, op. cit. (n. 48) montre que la convention ne concernait que les affaires se déroulant en Lycie. Ce n'était donc pas un traité d'extradition équitable, contrairement à ce que pensait Mitchell 2005, op. cit. (n. 49): si un Lycien était accusé à Rome, c'est en effet à Rome et devant le préteur pérégrin qu'il devait être jugé.

51 Sur toute cette question, voir J. Fournier, *Entre tutelle romaine et autonomie civique. L'administration judiciaire dans les provinces hellénophones de l'Empire romain (129 av. J.C. - 235 apr. J.C.)*. Bibliothèque des écoles françaises d'Athènes et de Rome 341 (Athènes 2010); idem, 'Rome et l'administration judiciaire provinciale', in F. Hurlet, éd., *Rome et l'Occident (IIe s. av. - IIe s. apr. J.-C.)*. Gouverner l'Empire (Rennes 2009), 207-227. Sur les cités libres, le témoignage de Cicéron (*Flac.* 29.71) est intéressant, qui demande à un certain Decianus pourquoi il fait des affaires à Apollonis (cité libre) et pas à "Pergame, Smyrne, Tralles, où les citoyens romains sont en grand nombre et où la justice est rendue par nos magistrats", *Pergami, Smyrnae, Trallibus, ubi et multi cives Romani sunt et ius a nostro magistratu dicitur*. Selon J.L. Ferrary, 'Le statut des cités libres dans l'empire romain à la lumière des inscriptions de Claros', *Comptes Rendus. Académie des Inscriptions et belles-lettres* 135 (1991), 557-577 ce droit ne fut toutefois pas uniformément appliqué: d'où les nombreuses ambassades pour le faire respecter. La présence de Romains comme groupe pouvait en effet constituer une menace contre la liberté des cités. Il n'est pas sûr qu'il faille pour autant conclure avec lui que l'on trouvait plutôt les citoyens romains là où les gouverneurs pouvaient intervenir, c'est-à-dire dans les cités où le gouverneur tenait ses assises (Ephèse ou Pergame par exemple).

occidentale de l'empire ou dans les nombreux décrets, édits, rescrits émis en réaction à des pétitions ou à des troubles, tels ceux provoqués par des provinciaux contre des Romains résidents accusés de rapines et d'extorsions.⁵²

Tous ces dispositifs fondés sur la négociation permettent de définir l'espace impérial comme un territoire 'normatif' discontinu, constitué par les multiples accords entre le peuple romain et les autres peuples, cités, nations, soumis ou non. Grâce à ces accords, la liberté de circuler et de conserver ses biens devait être préservée, du moins théoriquement.

Cette dimension négociée de la mobilité concernait bien d'autres formes de mobilité que nous ne pouvons aborder dans le cadre de cet article: la restitution des prisonniers,⁵³ l'échange d'otages, l'extradition des déserteurs, l'accueil des chefs étrangers qui recevaient des sauf-conduits impériaux;⁵⁴ ou encore l'installation de communautés entières, une pratique qui fut largement maîtrisée jusqu'au quatrième siècle de notre ère.⁵⁵ Toutes ces mesures étaient très encadrées, comme en témoignent les sources de Polybe à Zosime; le récit d'Ammien Marcellin rapportant l'accueil désastreux fait aux Goths Tervinges, fuyant les Huns et accueillis par Valens en 376, révèle à la fois l'implication de l'administration romaine mobilisée pour ces manœuvres, et ses dysfonctionnements, notamment en raison de la corruption dans le rang des officiels.⁵⁶

Ce dernier exemple fait apparaître l'autre logique de ces politiques migratoires: celle du contrôle. Entendons par ce terme à la fois la régulation directe, et les normes dont l'effet indirect fut de limiter ou au contraire de faciliter la mobilité.

Deux constatations s'imposent: d'une part, la grande diversité des situations et l'absence de règlements généraux, qu'il s'agisse de l'entrée dans les villes, de la mobilité à l'intérieur de l'empire, ou même du passage des frontières;⁵⁷

52 Tel fut le cas à Cyzique (Tac. *Ann.* 4.36.2; Suet. *Tib.* 37.7; C.D. 57.24.6), à Rhodes (C.D. 60.24.4), ou encore à Colophon. Voir Ferrary 1991, op. cit. (n. 51).

53 Zosime au livre 3.3-4 décrit par exemple la façon dont Julien négocie la paix avec les Alamans en 357-8, dressant la liste des Gaulois faits prisonniers l'année précédente et forçant les ennemis à les restituer jusqu'au dernier.

54 Sur ces aspects les textes sont innombrables: voir par exemple *RGDA* 32; l'inscription de Tiberius Plautius Silvanus Aelianus, gouverneur de Mésie de 61 à 66 (*CIL* 14. 3608 = *ILS* 986, ll.9-26); ou Tac. *Ann.* 2.63 (l'accueil de Maroboduus, chef german).

55 Modéran 2004, op. cit. (n. 6).

56 Amm. 31.4-5.

57 Voir l'étude de A.E. Lee, *Information and Frontiers. Roman Foreign Relations in Late Antiquity* (Cambridge 1993), 56, 66 qui souligne la coexistence entre une perméabilité des frontières de l'Empire et le sentiment de la frontière. Sans doute les migrants savent-ils qu'ils passent d'un territoire à un autre (par exemple de la Perse à Rome) ou d'une

d'autre part, le contraste entre une apparente fluidité et la multiplicité des règles. Ainsi, les anciens distinguaient, comme nous le faisons aujourd'hui, la mobilité légale et la mobilité illégale, mais le contrôle portait sur des catégories de personnes, non sur le territoire. Aussi de multiples logiques pouvaient-elles coexister: maintien de l'ordre public, interdictions de nature symbolique (interdiction à un homme taxé d'infamie de résider à Rome, par exemple), contrôle fiscal, attestation de privilèges, etc. Il faut toutefois distinguer deux niveaux de régulation: la cité et l'empire.

Le régime civique imposait un certain contrôle sur le départ des citoyens dans chacune de ses trois dimensions: le voyage ou *peregrinatio*, le changement de citoyenneté, et le changement de domicile.

A la liberté de la *peregrinatio*, il existait de sérieuses limites: la nécessité pour les citoyens de revenir à chaque *census*, l'obligation de leur présence physique pour l'accomplissement d'un grand nombre d'actes. Cette liberté avait aussi des limites statutaires, les plus contrôlés étant sans doute les membres de l'élite dirigeante: pensons aux nombreuses mesures prises pour limiter l'éloignement des sénateurs, pour empêcher les sénateurs d'origine provinciale de retourner trop souvent dans leur cité d'origine.⁵⁸ Il faut attendre Caracalla, pour que ces derniers se voient reconnaître un double domicile, mais c'est seulement dans l'antiquité tardive qu'ils reçurent l'autorisation de résider où ils le souhaitaient. Toutefois, les restrictions restaient importantes dans la partie orientale de l'empire.⁵⁹

Des limitations existaient de même pour la *mutatio soli*. Si dans la Rome républicaine, le citoyen était libre de quitter sa patrie (mais en partant il perdait sa citoyenneté), les cités italiennes, qui avaient des obligations militaires

province à une autre (*D.* 1.18.3; *D.* 48.15.7.2), mais il n'y a pas de contradiction, comme l'a écrit aussi Potter, entre le niveau du droit qui établit des limites, et le niveau du quotidien qui les dépasse: D.S. Potter, 'Emperors, their borders and their neighbours: the scope of imperial *mandata*', in D. Kennedy, éd., *The Roman Army in the Near East*. *Journal of Roman Archaeology* suppl.18 (Ann Arbor 1996), 49-66: 57 ff, où il cite Procop. *Aed.* 3.3.9-11; voir aussi S.N.C. Lieu, 'Captives, refugees and exiles: a study of cross-frontier civilian movements and contacts between Rome and Persia from Valerian to Jovian', in P. Freeman et D. Kennedy, éd., *The Defence of the Roman and Byzantine East. Proceedings of a Colloquium held at the University of Sheffield in April 1968*. *British Archaeological Reports International series* 297 (1986) 2, 485.

58 Les sénateurs devaient avoir leur domicile légal à Rome, et à partir de Trajan, ils durent posséder un tiers de leurs propriétés en Italie, un pourcentage que Marc-Aurèle réduisit à un quart (H.A. *Marc. Aur.* 11.8). Voir A. Chastagnol, *Le sénat romain à l'époque impériale* (Paris 1992); voir aussi Moatti 2000, op. cit. (n. 44), et Eck dans ce même volume.

59 Chastagnol 1992, op. cit. (n. 58).

et financières à l'égard de Rome, contrôlaient le départ de leurs citoyens: tel fut le cas des Latins établis à Rome au début du deuxième siècle, qui furent rapidement réclamés par leur cité d'origine sous prétexte qu'ils n'avaient pas respecté les termes de la loi locale fixant les conditions du départ. Ils étaient donc accusés d'émigration illégale, et Rome accepta de les renvoyer dans leurs cités.⁶⁰ Selon Cicéron, certains traités comportaient une clause d'exception au terme de laquelle Rome s'empêchait d'octroyer la citoyenneté romaine pour éviter de dépeupler les cités signataires.⁶¹

Quant au changement de domicile, il était libre sous l'Empire, y compris pour les affranchis ou les fils de famille, et même défini dans les textes de droit comme un *ius libertatis*,⁶² avec toutefois quelques réserves, comme le rappelle le juriste Marcellus: "Il n'y aucun obstacle à changer de domicile, tant que la loi le permet."⁶³ Non seulement en effet plusieurs catégories étaient astreintes à un domicile obligatoire (*domicilium necessarium*) (soldats, sénateurs, femmes mariées, relégués, etc.),⁶⁴ mais le migrant devait maintenir un lien étroit avec son *origo* pour l'accomplissement des *munera*.⁶⁵

A l'échelle impériale, aussi, le service de l'empereur, l'administration des provinces, l'extension du domaine du fisc ont conduit à encadrer les populations mobiles (légations, missions publiques, gens de scène, vagabonds, etc.). Les interventions impériales se sont-elles renforcées au cours de l'Empire? Le cas des grandes villes nous le laisse penser.

En dehors des barrières d'octroi, il n'a pas existé de contrôle à l'entrée ou à la sortie des grandes villes (Alexandrie constituant un cas à part).⁶⁶ A Rome, la protection de la cité, la *custodia urbis* confiée officiellement au Préfet de la Ville

60 W. Broadhead, 'Rome and the mobility of the Latins: problems of control', in C. Moatti, éd., *La mobilité des personnes en Méditerranée, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et documents d'identification*. Coll. de l'Ecole française de Rome 341 (Rome 2004), 315-335; voir aussi Kremer 2006, op. cit. (n. 27), 32 ff.

61 Cicéron cite notamment le traité avec Camerinum, avec les peuples celtes de l'Italie du Nord ou de l'arc Alpin, Cénomans, Insubres, etc. (Cic. *Balb.* 32); voir le commentaire de P. Sánchez, 'La clause d'exception sur l'octroi de la citoyenneté romaine dans les traités entre Rome et ses alliés (Cicéron, *Pro Balbo* 32)', *Athenaeum* 95 (2007), 215-270.

62 *D.* 35.1.71.2 (Papinian 17 *quaest.*).

63 *D.* 50.1.31 (Marc. 1 *Dig.*): *Nihil est impedimento, quo minus quis ubi velit habeat domicilium, quod ei interdictum non sit.*

64 Voir les analyses de Gagliardi 2006, op. cit. (n. 37).

65 Sur cet aspect, voir Moatti 2014, op. cit. (n. 29).

66 *Gnomon de l'Idiologue* (art. 64-66); *P.Oxy.* 1259. Sur ces documents, voir S.E. Sidebotham, *Roman Economic Policy in the Erythra Thalassa, 30 B.C.-A.D.* 217 (Leyde 1986), 80ff.; Moatti 2000, op. cit. (n. 44).

à partir du troisième siècle n'était pas non plus, selon les justes mots de Vitucci, "dirigée vers le monde extérieur, mais contre ceux qui à l'intérieur menaçaient l'ordre public."⁶⁷ La remarque d'Apulée, selon laquelle entrer dans une grande ville est un moyen d'échapper aux poursuites grâce à l'anonymat, a donc dû être valable dans tout le monde impérial.⁶⁸ Cette liberté était cependant compensée par diverses mesures visant à contrôler certaines catégories de personnes et de biens, comme c'était le cas aux frontières de l'empire lui-même: interdictions de passage (pour les déditices, les infâmes), limitations de séjour (pour les étudiants), expulsions (des philosophes, des astrologues, des juifs, etc.) furent trois moyens, aux mains du Préfet de la Ville, pour réguler les flux de population, avec des résultats qui restent cependant difficiles à évaluer.⁶⁹

Dans l'antiquité tardive, l'entrée des grandes cités fit l'objet de nouvelles régulations, comme l'atteste la constitution de Valentinien qui règle les détails de la mobilité des étudiants; ou le contrôle des *sacerdotales* sous le règne d'Honorius: pour mettre fin aux troubles provoqués lors des jeux donnés à l'occasion de la réunion annuelle du Conseil du diocèse d'Afrique, l'empereur, qualifiant les *sacerdotales* païens de *superflua turba*, leur enjoint de quitter Carthage dans un délai de cinq jours à compter de la fin des cérémonies, sous peine d'encourir une énorme amende – et ces mesures ne concernent pas seulement les *sacerdotes* païens.⁷⁰

Cet exemple est intéressant à plus d'un titre: il montre que l'afflux de gens extérieurs à la cité est devenu un problème; et il révèle l'apparition d'une pénalisation de l'inutilité. Inutiles sont les légations trop nombreuses auprès de l'empereur,⁷¹ inutiles aussi les séjours prolongés des provinciaux à Rome ou à Constantinople, inutiles les paysans quand ils s'éloignent de leurs champs. En 539, Justinien chercha à répondre définitivement à ce problème en créant un magistrat permanent, le *quaesitor*: il fut chargé, à Constantinople, d'interroger les gens de passage sur leurs intentions et de les renvoyer chez eux s'ils

67 G. Vitucci, *Ricerche sulla prefettura urbi in età imperiale I-III* (Roma 1956).

68 Apul. *Met.* 8.23.

69 Moatti 2000, op. cit. (n. 44); eadem, 'Immigration and cosmopolitanization', in P. Erdkamp, éd., *The Cambridge Companion to Ancient Rome* (Cambridge 2013), 77-92.

70 Valentinien: *C.Th.* 14.9.1 (12 mars 370); Honorius: *C.Th.* 16.10.20 (30 août 415). Voir A. Chastagnol, 'Sur les sacerdotales à la veille de l'invasion vandale', in A. Mastino, éd., *L'Africa romana 5. Atti del V convegno di studio, Sassari 11-13 dicembre 1987* (Sassari 1988), 101-110; et S. Guéron, *Le voyage dans l'Afrique romaine* (Bordeaux 2010) 153 ff.

71 *C.Th.* 12.12.6, Valentinien.

n'avaient rien à faire dans la cité. Dans la constitution impériale, la mobilité inutile est désignée comme un *mediocre delictum*.⁷²

La différence avec le début de l'Empire est considérable. A l'instar de César, en effet, les premiers empereurs avaient souvent favorisé une immigration utile (médecins, professions libérales, par exemple); de même, empereurs ou gouverneurs avaient, ponctuellement, fait expulser certaines catégories de la population soit pour répondre à une crise annonciatrice ou à une agitation politique, soit pour les nécessités du recensement (le retour aux *idia* dans les décrets d'Egypte). Le *P. Giessen* 40 contient un de ces décrets d'expulsion et on y retrouve tous les éléments: accusation de troubler l'ordre public, inutilité, critique de l'exode rural, mais aussi liste des personnes autorisées à rester pour de bonnes raisons – “les marchands de porcs, les matelots, les fournisseurs de calamos, pour chauffer les bains, [...] ceux qui fournissent des bêtes pour les sacrifices en l'honneur de Sérapis ou pour quelque autre fête [...]”, ou encore “ceux qui viennent pour admirer la brillante cité d'Alexandrie, pour profiter d'une vie civilisée, ou tous ceux qui ont à régler des affaires à Alexandrie.”⁷³ Avec les mesures des quatrième-cinquième siècles, la production normative tend, au contraire, à devenir permanente; de plus, c'est le territoire de la grande ville qu'il faut protéger contre l'afflux de migrants; enfin, l'inutilité devient un concept pénal, comme le montre aussi la politique impériale à l'égard des mendiants, et des vagabonds.⁷⁴

Ces politiques répressives n'ont pas mis fin à la mobilité, mais traduisent une territorialisation de l'empire. Les contrôles aux frontières en sont d'autres preuves dont témoignent l'importante législation constantinienne sur les déserteurs et ceux qui passent dans le monde barbare (*ad barbaricum*

72 *Nov. Const.* 80; voir D. Feissel, 1995, ‘Aspects de l’immigration à Constantinople d’après les épitaphes protobyzantines’, in C. Mango, G. Dagron et G. Greatrex, eds., *Constantinople and its Hinterland. Papers from the Twenty-Seventh Spring Symposium of Byzantine Studies, Oxford, April, 1993* (Londres 1995), 367-377; Moatti 2007, op. cit. (n. 39), 90-92.

73 *P.Giss.* 40 col. 2, ll.18-28 = *Sel. Pap.* 2. 215 = *Chrest.Mitt.* 377: ο[ὗχ]! μ[έν]τοι γε χοιρέμποροι καὶ ναῦται ποτά[μ]ιοι ἐκεῖνοι τε, οἵτινες κάλαμον πρὸς τὸ ὑποκαίειν τὰ βαλα[νεῖ]α καταφέρουσι [...]. Σαραπειοὶ καὶ ἐτέραις τισὶν ἑορτασί[μοις ἢ]μέραις εἰσθῆναι κατὰγειν θυσιάς εἵνεκεν ταύρους καὶ ἄλλα τινα ἔνψ[υ]χα ἢ καὶ ἄλλαις ἢ[μ]έραῖς Αἰγυπτίους μανθάνω, διὰ τοῦτο οὐκ εἰσι κωλυτέοι. [...] τὴν πόλιν τὴν Ἀλεξανδρέων τὴν λαμπροτάτην {ην} ἰδεῖν θέλον[τ]ες εἰς αὐτὴν συνέρχονται ἢ πολιτικωτέρας ζωῆς ἕνεκεν [ἢ] πρ[ο]φγματοείας προ[σ]καίρου ἐνθάδε ἔ[α]τ[ε]ρχονται. Pour *P. Giss.* 40.2, voir aussi Koestner dans ce même volume.

74 Voir B. Pottier, ‘Contrôle et mobilisation des vagabonds et des mendiants dans l'empire romain au IV^e siècle et au début du V^e siècle’, in C. Moatti, W. Kaiser et Chr. Pébarthe, eds., *Le monde de l'itinérance en Méditerranée, de l'Antiquité à l'époque moderne. Procédures de contrôle et d'identification* (Bordeaux 2009), 203-237.

transeuntēs),⁷⁵ ou encore le décret d'Anastase 1^{er} réglant en 501 l'organisation de la province de Cyrénaïque et ordonnant aux gardes des frontières d'empêcher les Romains de quitter l'empire.⁷⁶

“Ω[σ]τε τοὺς καστρ<η>σιανοὺς μετὰ πά<σ>ης ἐπιμελίας | παρα[φ]υλάττιν, καὶ μὴ σ[υνω]νῆς χάριν τινὰ παρειέναι ἐπὶ τ[ο]ῦς | βαρβάρους μήτε τ[ἀ] ἀλλάγματα πρὸς αὐτοὺς τιθ[έν]αι· ἀλλὰ φολάττιν αὐτοὺς | καὶ τὰς ὁδοὺς ἐπὶ τῷ μήτε Ῥωμαίους μήτε Αἰγυπτί[ο]υς μ]ήτε ἕτερόν τ<ι>να δίχα [πρ]οστάγ[μ]ματος τὴν πάροδον ἐπὶ τοὺς βαρβάρους [π]οιεῖ<ν>· [το]ῦς δὲ ἐκ τοῦ ἔθνου[ς] τ[ῶ]ν | Μακῶν διὰ γραμμάτων τοῦ λα[ο]ῦ (μπροτάτου) πραιφέκτου συγχωρῖσθαι ἐπὶ τὰ χωρία [Πε]νταπόλεως παραγίνεσθαι.

Que les soldats des forteresses veillent avec toute diligence à ce que personne n'aille chez les Barbares pour des raisons commerciales, ni pour passer des contrats avec eux; qu'ils surveillent les routes, afin que ni les Romains, ni les Egyptiens, ni qui que ce soit d'autre, ne disposent sans autorisation de la libre entrée chez les Barbares; qu'en revanche, ceux qui appartiennent au peuple des Maces, s'ils sont porteurs de lettres du clarissime préfet, aient l'autorisation de se rendre dans les contrées de la Pentapole.

Ainsi le contrôle était-il exigé dans les deux sens. Et si les Maces avaient ces lettres, c'est qu'ils étaient liés à Rome par un traité qui leur accordait des sauf-conduits. Témoignage qu'il faut rapprocher aussi de celui d'Augustin et des ostraka de Bu Njem sur le contrôle en Tripolitaine de la main d'œuvre barbare.⁷⁷

75 C. 6.1.3, Constantin.

76 SEG 9. 356 (Ptolemais), 46-54 §11 (G. Oliverio, 'Il decreto di Anastasio Primo su l'ordinamento politico militare della Cirenaica', *Documenti antichi dell'Africa Italiana, Cirenaica* 2, Bergame, 1936-XV, pp. 135-163); voir aussi SEG 9. 414 (Teuchira-Arsinoe); 27. 1139 (Apollonia) pour d'autres fragments du même décret.

77 Aug. Ep. 46.1: *decurioni qui limiti praeest vel tribuno solent iurare barbari, iurantes per daemones suos, qui ad deducendas bastagas pacti fuerint, vel aliqui ad servandas fruges ipsas, singuli possessores vel conductores solent ad custodiendas fruges suscipere, quasi iam fideles, epistolam decurione mittente, vel singuli transeuntēs quibus necesse est per eos transire*, “les barbares engagés pour la conduite des charrois et la garde des récoltes prêtent serment (de retourner chez eux?) en présence du décurion préposé au *limes* ou devant le tribun en jurant par leurs démons. Les propriétaires ou leurs fermiers engagent en toute sécurité les gardiens des récoltes au vu d'une lettre du décurion et les voyageurs engagent de même ceux dont les services leur sont nécessaires” (voir R. Rebuffat, ‘Mobilité des personnes dans l'Afrique romaine’, in C. Moatti, *La mobilité des personnes en Méditerranée de*

4 L'intégration des migrants

Au-delà des conjonctures, les villes, plaques tournantes de la circulation des hommes et des biens, nécessitent la création de structures d'accueil, tels les collèges, associations, *stationes*. Ces structures étaient-elles contrôlées par les autorités? Quel accueil, quelle intégration y fut possible pour celui qui s'installait dans une autre ville que la sienne? Récemment Peter Bang et Taco Terpstra ont expliqué que les associations de marchands avaient pour fonction de garantir la réputation des marchands dans un empire où ni le respect des contrats ni l'exécution des décisions judiciaires n'étaient garantis par l'Etat. Les associations en quelque sorte compensaient la faiblesse de l'Etat.⁷⁸ Cette conception néglige le fait que les contrats présentaient eux-mêmes des garanties (le chirographe engage notamment un grand nombre de témoins et les empereurs ont tenté de renforcer la protection matérielle de ces documents);⁷⁹ et que de nombreuses actions étaient à la disposition des plaignants. Mais surtout, elle n'accorde aucune attention au rôle d'institutions médiatrices' que jouaient les associations et collèges reconnus par l'Etat et recevant une sorte de 'délégation de pouvoir'.

La lettre de Claude aux Alexandrins de 41, où l'empereur appelle au calme à la suite de pogroms menés contre la population juive, en constitue un excellent témoignage. Ce texte a souvent été cité comme l'un des nombreux documents attestant la continuité, depuis l'époque ptolémaïque, d'une politique de restriction de l'immigration juive en Egypte mais on n'a jamais remarqué que l'empereur s'adresse directement aux juifs pour leur interdire "de faire

L'Antiquité à l'Epoque moderne: procédures de contrôle et documents d'identification. Coll. de l'Ecole française de Rome 341 (Paris 2004), 155-203; cf. aussi R.G. Goodchild, "The limes Tripolitanus II", *Journal of Roman Studies* 40 (1950), 30 sq. p. 31; R. Marichal, *Les ostraka de Bu Njem*. Supplément de *Libya antica* VII (Tripoli 1992), 111, rapproche ce texte d'Augustin d'un *ostrakon* de Bu Njem (n°71), document porte qu', [... N]ovemb(res) introierunt / [...]. *amantes ducentes asinos n(umero) iii / et egiptios n(umero) ii . ferentes lit/teras at te et Gtasazeiheme Opter servu fugitiu*, "un jour d'octobre ou de novembre sont entrés à Golas des Garamantes portant des lettres pour le *praepositus* et conduisant 4 ânes, 2 Egyptiens et un esclave fugitif nommé Gtasazeiheme Opter"; et du document 101 où l'on trouve aussi cette notice: *scias domine benisse a meos refuga Abban barbarus*, "sache, seigneur, qu'est venu auprès de mes hommes un transfuge barbare Abban". Traduction de R. Marichal, p. 110 et commentaire: "nos Garamantes apportent donc peut-être une lettre d'un *praepositus* voisin de celui de Golas les accréditant ainsi auprès de lui".

78 Bang 2008, op. cit. (n. 1); Terpstra 2013, op. cit. (n. 1).

79 Voir E.A. Meyer, *Legitimacy and Law in the Roman World. Tabulae in Roman Belief and Practice* (Cambridge 2004).

venir ou d'admettre des juifs qui proviennent de Syrie et d'Égypte" – et qu'il désigne comme responsables des troubles.⁸⁰ Les juifs accueillaien en effet leurs coreligionnaires sans en demander l'autorisation, et il en était ainsi dans toutes les grandes villes: à Rome, par exemple, cette liberté atteignit parfois des proportions jugées intolérables par les autorités, au point de provoquer des expulsions, sous Tibère en 19 ou sous Claude en 47 par exemple.

Cette fonction d'encadrement est attestée pour d'autres groupes: les *stationes* des cités qui étaient établies à Rome sous le contrôle des autorités, selon Suétone;⁸¹ ou encore les associations de marchands ou d'athlètes. Celle des vainqueurs sacrés aux jeux athlétiques et des athlètes œcuméniques, par exemple, disposait d'un local permanent à Rome accordé par Trajan, tout comme l'association des acteurs.⁸² Les associés recevaient un *diploma*, une sorte de document de voyage, dont le contenu nous est connu par un papyrus d'Oxyrhynchus de 274-275; ils devaient le présenter au cours de leurs déplacements pour bénéficier de l'hospitalité à laquelle ils avaient droit.⁸³ Les inscriptions qui émanent de ces associations peuvent dès lors être interprétées en partie comme la manifestation de leur caractère public. Quel que fût leur contenu, elles faisaient avant tout foi de ce statut public. Le réel ici rejoignait le symbolique.

L'idée de 'délégation implicite' permet de comprendre le rôle de ces associations dans l'intégration de leurs membres; mais aussi de replacer les mesures prises au quatrième siècle pour contrôler les étudiants ou les marchands étrangers dans une histoire plus longue. Si le contrôle a toujours existé, ce sont les méthodes qui ont changé avec le temps: dans l'antiquité tardive elles se font plus directes.

Dans l'intégration des migrants, l'évolution du statut d'*incola*, de plus en plus proche de celui des *cives* (avec l'attribution du droit de vote, l'accès au décursionat), a aussi joué un grand rôle. L'acquisition du statut impliquait une sorte de déclaration d'intention (montrer sa *destinatio animi*, dit Ulpien),⁸⁴ car ces *incolae* étaient recensés, comme les mètèques des cités grecques. Les mêmes formalités étaient requises lors de l'abandon du statut, comme le montre l'ex-

80 P. Lond. 1912, l. 96-98 = *Sel. Pap.* 1.212: μηδὲ ἐπάγεσθαι ἢ προσεῖσθαι ἀπὸ Συρίας ἢ Αἰγύπτου καταπλέοντας Ἰουδαίους [...].

81 Suet. *Ner.* 37.

82 *IG* 14. 1054-1055 = *IGR* 1 149 et 146.

83 *BGU* 1074. G. Amelotti, 'La posizione degli atleti di fronte al diritto romano', *Studia et Documenta Historiae et Iuris* 21 (1955), 123-156; réimpr. in idem, ed., *Scritti giuridici* (Turin 1996), 325-358.

84 *D.* 50.1.27.2 (Ulp. 2 *edict.*).

pression *incolatui renuntiare* qui apparaît au deuxième siècle de notre ère.⁸⁵ Mais parmi les facteurs d'intégration, l'obligation des doubles *munera* a dû être décisive. Une inscription de l'époque de Trajan, adressée à un individu qui est remercié pour avoir obtenu que les *incolae* soient soumis aux doubles *munera*, prouve que jusqu'à cette époque le statut d'*incola* était encore fixé au cas par cas;⁸⁶ c'est, semble-t-il, Hadrien qui a posé les règles du *ius incolatus*, c'est aussi lui qui commence à statuer sur le fait que les étudiants ne sont pas des *incolae*.⁸⁷ Du reste le terme *incolatus* apparaît à cette époque et un texte de Gaius montre que dans la deuxième moitié du deuxième siècle, les *incolae* non seulement relèvent des deux juridictions (celles de l'*origo* et du domicile) mais sont soumis aux doubles *munera*.⁸⁸ Cela veut dire que devenir *incola* sans le déclarer à sa cité d'origine était considéré comme une fraude: une sorte d'évasion fiscale, selon l'expression de François Jacques.⁸⁹

Decuriones, quos sedibus civitatis, ad quam pertinent, relictis in alia loca transmigrasse probabitur, praeses provinciae in patrium solum revocare et muneribus congruentibus fungi curet.

S'il a été prouvé que les décurions ont abandonné le domicile de la cité à laquelle ils appartiennent afin de s'installer ailleurs, le gouverneur de

85 Voir par exemple *D. 50.1.34* (Modestinus 3 *regularum*). Sur ces expressions, voir Gagliardi 2006, op. cit. (n. 37); Moatti 2014, op. cit. (n. 29).

86 *CIL* 5. 875.

87 *D. 50.1.37* (Callistr. 1 *de cogn.*): *De iure omnium incolarum, quos quaeque civitates sibi vindicant, praesidium provinciarum cognitio est. Cum tamen se quis negat incolam esse, apud eum praesidem provinciae agere debet, sub cuius cura est ea civitas a qua vocatur ad munera, non apud eam, ex qua ipse se dicit oriundum esse: idque divus Hadrianus rescripsit*, "Le statut des *incolae* qu'une cité revendique comme siens relève de la juridiction du gouverneur de province. Quand quelqu'un nie être un *incola*, il doit engager un procès devant le gouverneur de province sous la tutelle duquel se trouve la cité où il est appelé à exercer les *munera*, non au gouverneur de province dont relève la cité dont il dit lui-même être originaire". Sur les étudiants: *C. 10.40.2*; 7.

88 *D. 50.1.29*. Gaius, *libro primo ad edictum provinciale: Incola et his magistratibus parere debet, apud quos incola est, et illis, apud quos civis est: nec tantum municipali iurisdictioni in utroque municipio subiectus est, verum etiam omnibus publicis muneribus fungi debet*. "Un *incola* doit obéir aux magistrats de la cité où il a son domicile et à ceux de la cité dont il est citoyen: et non seulement il est soumis à la juridiction municipale dans les deux municipes, mais il doit y accomplir toutes les charges publiques."

89 F. Jacques, *Le privilège de liberté: politique impériale et autonomie municipale dans les cités de l'occident romain (161-244)*. Coll. de l'Ecole française de Rome 76 (Rome 1984), 349-50.

la province les ramènera dans leur patrie et les forcera à accomplir leurs devoirs fiscaux.⁹⁰

Une règle largement confirmée par des rescrits impériaux.⁹¹

On peut bien sûr s'interroger sur l'efficacité de ces normes: les cités appliquaient-elles la règle des deux *munera*? Les citoyens déclaraient-ils toujours leur changement de domicile? En fait, le nombre de textes jurisprudentiels consacrés à ces affaires révèle à la fois l'importance du problème – le déplacement des citoyens ayant, au niveau local, des conséquences démographiques et financières importantes – et la tentative des empereurs d'y trouver des solutions. De plus, si des citoyens ont échappé au contrôle, comme le suggère le texte d'Ulpien, les gens riches avaient aussi un intérêt à montrer qu'ils étaient honorés en différents endroits. Ainsi la mobilité ne créait-elle pas nécessairement de la fragmentation dans l'empire mais contribuait aussi à tisser des liens entre les cités et à renforcer la perception du territoire impérial comme un monde multi-dimensionnel.

5 Conclusion: les paradoxes de la migration

Il n'y eut sans doute jamais aucune doctrine romaine sur la mobilité et le statut des migrants. Le droit romain a le plus souvent réglé les problèmes au cas par cas, ce qui produit l'impression d'une accumulation désordonnée de mesures, même si les empereurs ont parfois émis des normes générales, par exemple sur les *incolae*, la protection judiciaire des Romains résidant en province, ou encore la mobilité sénatoriale. L'analyse que nous avons proposée nous permet plutôt de dégager quelques paradoxes: le territoire impérial était fluide mais cette fluidité s'accompagnait de nombreuses règles; la liberté de domicile était posée comme un principe mais avec de nombreuses limites et notamment le maintien du lien avec l'*origo*; l'absent devait être protégé, mais la définition de l'absence se fit de plus en plus restrictive; l'entrée dans les villes ou sur le territoire romain ne faisait pas l'objet de contrôles mais de nombreuses mesures limitaient les flux de population. Ces paradoxes reposent sur une tension, dans les sociétés antiques, entre l'ouverture et la xénophobie, entre la mobilité de fait et l'idéal de sédentarité. Mais cette tension a connu des évolutions, par lesquelles il est possible de mieux appréhender les représentations qu'en

90 *D. 50.2.1.pr.* (Ulpian, *lib. 2 Opin.*) = Lenel 2, 2308.

91 Voir par exemple le rescrit de Caracalla à un individu nommé Silvanus (*C.10.39.1*); voir aussi *C.Th.12.1.16* (Constantin); 12.1.76; *C. 10.32.31*; 32.55 (Théodose et Valentinien).

avaient les Romains: sous la République, la mobilité était associée à la précarité et l'insécurité sur les routes, sur les mers et dans les lieux d'accueil; c'est donc la protection du migrant que visaient les régulations (*hospitium*, droit des gens, traités, etc.). A partir de l'Empire, les formes de contrôles, directes et indirectes, se diversifient, sans toutefois que les autorités cherchent à surveiller le territoire en tant que tel. A partir du troisième siècle de notre ère, en revanche, apparaissent la peur de l'étranger et la volonté de limiter les flux. En témoignent les traités avec la Perse, où se lit l'obsession de l'espionnage et du pillage des ressources romaines; la mise en place des *comites commerciorum* ou des *curiosi litorum* chargés de contrôler les marchandises et les marchands dans les régions frontalières notamment;⁹² l'apparition d'un délit de mobilité et la répression des 'inutiles'. Le contrôle de la population devient alors une part permanente du 'gouvernement des hommes', dans un empire qui se territorialise.

Paris, Décembre 2015

92 Moatti 2011, op. cit. (n. 45).